

Ariella Masboungi et Jean-Louis Cohen (dir.), *New York. Réguler pour innover, les années Bloomberg* (Marseille : Parenthèses, 2014), 224 p.

Benoît Lartigue

Volume 43, Number 2, Spring 2015

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1031297ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1031297ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Urban History Review / Revue d'histoire urbaine

ISSN

0703-0428 (print)

1918-5138 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lartigue, B. (2015). Review of [Ariella Masboungi et Jean-Louis Cohen (dir.), *New York. Réguler pour innover, les années Bloomberg* (Marseille : Parenthèses, 2014), 224 p.] *Urban History Review / Revue d'histoire urbaine*, 43(2), 64–65.
<https://doi.org/10.7202/1031297ar>

l'obtention de bénéfices et de limites de pertes. Ce que les Nord-Américains traduisent par le gagnant-gagnant (*win-win*) afin d'éviter toute forme d'arbitrage.

Paradoxalement cette étude semble nous rappeler que c'est la disparition du client direct dans la commande sociale qui fait naître l'idée de participation d'un *acteur fantasmé*, de l'usager social idéal. La question de la participation en architecture s'ancre avec le Mouvement Moderne et les CIAM dans la recherche, pour une jeune population d'architectes, d'une nouvelle commande capable d'accepter l'innovation et l'expérimentation: le logement social avec l'incertitude entre le commanditaire et l'usager à qui ce logement est destiné. Mais penser que l'innovation passe par la participation reste un mythe, toujours actif, qui trouve ses limites, selon Jean-Louis Cohen, dans le « populisme ». Quant à l'urbanisme, c'est d'abord un acte politique au sens étymologique. L'intervention de l'architecte reste un acte d'accompagnement si on le limite à l'acte architectural et de design urbain.

Si on partage sans difficulté avec l'auteure l'idée d'une émergence participative—la notion de grammaire est peut-être moins évidente—avec les *thinking-machines* de Patrick Geddes, l'année 1969 ne représente peut-être pas la concrétisation de cette émergence. Dans les années 1960, la participation finit par prendre de multiples formes, aussi expérimentales avec Aldo Van Eyck et le Team 10, que « co-conceptualisées » avec Ralf Erskine ou Lucien Kroll. Il ne faut pas oublier qu'elle a aussi dérivé vers des formes plus marginales comme l'auto-construction américaine ou même « sectaires » comme *Arcosanti* de Paolo Soleri. Réduire l'architecture à un langage « savant » construit comme une grammaire participative, c'est négliger ses dimensions éthique, technique et économique (et juridique).

La relecture de l'histoire de l'urbanisme et de l'architecture à l'aide de ce fil conducteur de la participation—de la grammaire participative—ouvre néanmoins des perspectives intéressantes, encore à développer. Judith Le Maire permet de mieux comprendre la filiation intellectuelle pas évidente d'un premier abord qui lie Patrick Geddes à Le Corbusier, ou encore moins évidente entre Patrick Geddes et Louis Kahn. On découvre le rôle de multiples « passeurs » qui sont souvent les oubliés de l'histoire de l'urbanisme et plus encore des théories de l'architecture.

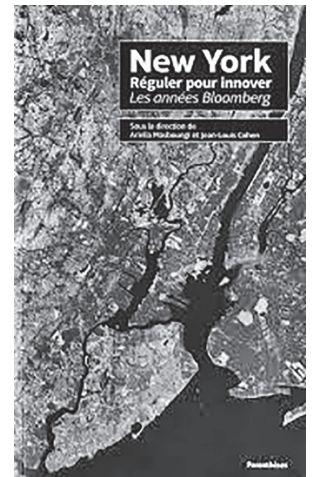
Notes

- 1 Nous assimilons, à la suite de l'auteure, des personnalités comme Geddes, Le Play ou Mumford.
- 2 Le concept de « bien commun » utilisé aujourd'hui aussi bien en économie qu'en gestion nécessiterait une définition plus précise que celle que propose ce livre.

Michel Max Raynaud
Institut d'urbanisme
Université de Montréal

Ariella Masbounji et Jean-Louis Cohen (dir.), *New York. Réguler pour innover, les années Bloomberg* (Marseille: Parenthèses, 2014), 224 p.

Cet ouvrage collectif propose un état des lieux des politiques de (re)développement urbain de la ville de New York en 2014, alors que s'achève le troisième mandat de Michael Bloomberg et que Bill de Blasio lui succède à City Hall. Les 22 contributeurs qu'il réunit—architectes et urbanistes ayant œuvré à New York, universitaires et membres de cabinets de l'administration municipale, d'associations et de commissions d'urbanisme et de planification—présentent les plus importants et emblématiques projets engagés, achevés ou initiés au cours des années Bloomberg (2003–2013) et qui doivent, suivant le principe constitutif du programme PlaNYC 2030 dévoilé en 2007, faire de New York la première ville durable des États-Unis. C'est bien ce vaste programme, inédit par la nature, l'ampleur et la portée de ses objectifs, qui constitue le fil rouge de l'ouvrage et permet d'en relever le principal enseignement. PlaNYC 2030, dont les constats et les stratégies « ont été établis en concertation entre élus et services municipaux et entre organisations et acteurs associatifs ou privés » (p. 41), illustre avec éloquence un urbanisme new-yorkais qui, loin de ne relever que d'une seule compétence municipale, se révèle être un enjeu partagé.



L'ouvrage se compose d'une cinquantaine de courts articles regroupés en quatre chapitres. Le premier de ces chapitres, introductif et dont on peine quelque peu à saisir la cohérence interne, en réunit huit. Y sont d'abord présentés les grands enseignements qu'il convient de tirer de cette expérience particulière qu'est PlaNYC 2030, qui, assurément, « devrait faire école pour un renouveau de la planification urbaine élaborée sous forme de charte au lieu de plans, une doctrine au lieu de prévisions » (p. 10). Parmi les leçons relevées, on retiendra qu'un urbanisme réussi en est un qui lie dans l'action secteurs privé et public, qu'une ville durable ne saurait se penser qu'à une échelle élargie et métropolitaine, et que face aux profonds bouleversements climatiques désormais indéniables—que l'ouragan Sandy, en 2012, a violemment donné à voir à l'ensemble des New Yorkais—, « la résilience est de mise » (p. 10) pour tous les projets urbains d'aujourd'hui et de demain. La suite du chapitre consiste en un bref historique des administrations de la ville et de ses édiles, de son urbanisme et de ses outils fondamentaux (plans, règlements de zonage, quadrillage, etc.). On y décrit notamment un urbanisme historiquement pris en tension entre planification et adaptation pragmatique de celle-ci, une caractéristique qui demeure encore aujourd'hui.

Le second chapitre, « Une stratégie urbaine à grande échelle », décrit la nature et l'ampleur des projets en cours à New York. Une première section regroupe deux articles : le premier présente le programme PlaNYC 2030 dans ses grandes lignes (l'utilisation des sols, l'eau, les transports, l'énergie, la qualité de l'air et le changement climatique) et le second dépeint la complexité de la gouvernance métropolitaine new-yorkaise. Une seconde section décline par la suite les grands thèmes dans lesquels s'inscrivent les différents projets new-yorkais, et que recoupe PlaNYC 2030 : la mobilité, les espaces publics et leur aménagement durable et intelligent, la réappropriation des rivages—précisément comme lieux publics—, ou encore le logement.

Le chapitre suivant vient illustrer le principe déjà relevé d'une gouvernance flexible des programmes architecturaux et urbanistiques new-yorkais. Intitulé « Qui fait quoi et comment ? », il réunit les contributions d'une dizaine d'acteurs aux statuts variés, de l'architecte au juriste, en passant par la fondatrice d'une association de défense du quartier du South Bronx. Chacun vient témoigner par son expérience d'une dynamique décisionnelle souple, fondée sur la négociation et l'amendement de la règle formelle, et dans laquelle chaque groupe concerné par un projet est en mesure de faire valoir ses intérêts spécifiques. On comprend ainsi la façon par laquelle le règlement de zonage établi en 1961, et toujours en vigueur aujourd'hui, a vu ses 318 pages originales passer au nombre de 994 : c'est dire qu'à New York on préfère « modifier les règles quartier par quartier, régler les problèmes les uns après les autres, en suivant une approche progressive et cumulative plutôt qu'en créant périodiquement un nouveau plan pour l'ensemble de la ville qui serait le dogme figé de son époque » (p. 103).

Le dernier chapitre présente les principaux projets (achevés ou en cours) des différents *boroughs* de la ville. Les directeurs de l'ouvrage ont ici choisi une formule originale : pour chacun des *boroughs*, un article introductif expose l'enjeu central du district, par exemple « La régénération urbaine dans le Bronx » (p. 195), et décrit une série de projets architecturaux ou urbanistiques qu'il convient d'y visiter. Suivent les présentations plus ou moins approfondies des plus emblématiques de ceux-ci. Si l'on peut y noter quelques approximations, notamment le fait d'avoir intégré les projets de Governors Island et de Fresh Kills à la section consacrée à Queens alors qu'ils concernent respectivement les *boroughs* de Manhattan et de Staten Island, et remarquer que l'on ne justifie pas la décision de ne pas dédier de section propre au district de Staten Island, ce chapitre clôt d'une façon plutôt intéressante le livre en proposant au lecteur la description d'un ensemble de projets venant illustrer les enseignements qu'il aura su tirer des chapitres précédents.

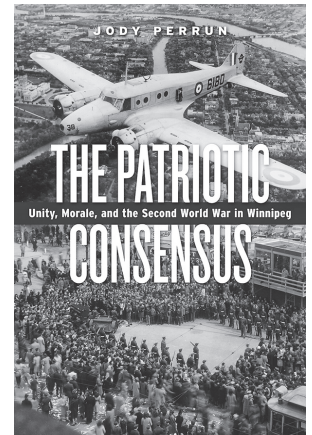
La mise en page inspirée et l'iconographie abondante et toujours pertinente de cet ouvrage en font une franche réussite sur le plan esthétique, tout en rendant sa lecture intuitive, agréable et instructive. Son principal défaut demeure cependant le manque criant de recul critique à l'égard de l'administration Bloomberg. Le (trop) bref texte spécifiquement dédié

à l'exercice (« Les années Bloomberg : regards critiques » aux pages 32–33) ne suffit pas à compenser un ton qui se révèle franchement complaisant. Sans doute est-ce là l'inévitable contrepartie d'avoir recouru à un ensemble de contributeurs dont l'expertise et la justesse du propos tiennent précisément au fait qu'ils ont participé, de près ou de loin, à ces fameuses années Bloomberg.

Benoît Lartigue
Candidat au doctorat en études urbaines
Centre Urbanisation Culture Société
Institut national de la recherche scientifique

Jody Perrun. *The Patriotic Consensus: Unity, Morale, and the Second World War in Winnipeg*. Winnipeg: University of Manitoba Press, 2014. Pp. 292. Illustrations, photographs, maps. ISBN: 978-088755-749-1.

During the Second World War, Winnipeg's fault lines were many: political, religious, racial, and ethnic divides threatened wartime cohesion. As Perrun notes in his nuanced analysis of community relationships between and within various groups on the home front, Winnipeg had a significant Ukrainian community whose political and religious division meant they "spent as much effort and rhetoric opposing each other as they did the common Axis enemy" (11). Yet, Perrun argues, most Winnipeggers shared in the "patriotic consensus," though this "consensus was far from total" (43). Social pressure and propaganda fostered this consensus that was unforgiving of those regarded as slacking or as threats to national security.



Perrun also questions the view that the federal government was the major factor in how the war effort was conducted and experienced by Canadians. He asserts there is "an important distinction ... between the non-state institutions of civil society and those of the state itself" and that majority of people's everyday lives, interactions, contributions and defining memberships are in the realm of civil society (11). According to Perrun, it was the local community relations that provided the parameters by which national and international events of the war were felt and lived by Canadians. He emphasizes how the local initiatives of individuals and of the non-state institutions of civil society—especially families, voluntary associations, clubs, and community groups that they belonged to—modified and in many cases influenced the direction of national policy. For instance, he contends that Winnipeg's "If Day," which featured a staged Nazi invasion as a means of persuading ordinary Winnipeggers and Manitobans to donate, emerged as a local response to a nationwide Second Victory Campaign under the federally created